

ASSOCIATION DU BARREAU PRÉS LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE (ABCPI)



**RAPPORT ANNUEL
2025 - 2026**

TABLE DES MATIÈRES

INFORMATIONS SUR L'ASSOCIATION	3
INTRODUCTION DU PRÉSIDENT.....	4
BUTS ET OBJECTIFS	13
COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL DE L'ABCPI	15
MISE À JOUR FINANCIÈRE	17
ANNEXE A - RAPPORT ANNUEL - COMITÉ DE LA DÉFENSE.....	18
ANNEXE B - RAPPORT ANNUEL - COMITÉ DES VICTIMES.....	19
ANNEXE C - RAPPORT ANNUEL - COMITÉ DU PERSONNEL D'APPUI AUX CONSEILS	20
ANNEXE D - RAPPORT ANNUEL - COMITÉ CONSULTATIF DES NORMES PROFESSIONNELLES	23
ANNEXE E - RAPPORT ANNUEL - COMITÉ CONSULTATIF JURIDIQUE	26
ANNEXE F - RAPPORT ANNUEL - COMITÉ DE FORMATION.....	29
ANNEXE G - RAPPORT ANNUEL - COMITÉ AMICUS	33
ANNEXE H - RAPPORT ANNUEL - GROUPE DE TRAVAIL SUR LE DEVOIR DE DILIGENCE	35
ANNEXE I - RAPPORT ANNUEL - GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉCOCIDE	36
ANNEXE J - BILAN.....	48
ANNEXE K - COMPTE DE RÉSULTAT	49
ANNEXE L - BUDGET PROPOSÉ 2026-2027	50

ASSOCIATION INFORMATION

Conseil Exécutif

Philippe Larochelle, *President*
Natalie von Wistighausen, *Vice-président pour les victimes*
Anta Guisse, *Vice-présidente pour la défense*
Haneen Ghali, *Vice-présidente pour le personnel d'appui aux Conseils*
Gregory Townsend, *Secrétaire*
Audrey Mateo, *Trésorier*
Paul Bradfield
Michael Herz
Marie-Hélène Proulx

Directeur exécutif

Dominic Kennedy

Auditeurs internes

Megan Hirst
Marie O'Leary

Parlementaire

Natalie von Wistinghausen

Adresse

Oude Waalsdorperweg 10
The Hague
2597 AK

Banque

ABN-AMRO
Account number 0412971259
IBAN NL06 ABNA 0412971259
Coolsingel Postbus 2059
3500 GB
Utrecht

Chambre de Commerce

65873335

INTRODUCTION DU PRÉSIDENT – RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DE L'ABCPI

21 septembre 2026

J'ai le plaisir de présenter le présent Rapport annuel au nom du Conseil exécutif de l'Association du Barreau près la Cour pénale internationale (ABCPI). Ce rapport présente un aperçu des activités de l'Association au cours du mandat 2025–2026.

Tout au long de l'année, le Conseil exécutif s'est réuni chaque mois et a maintenu une communication régulière entre les réunions. L'ABCPI a continué à œuvrer activement sur les questions concernant ses membres et, plus largement, la profession juridique exerçant devant la Cour pénale internationale (CPI), tout en renforçant son dialogue avec la Cour, les États parties, les barreaux et d'autres organisations actives dans le domaine de la justice pénale internationale.

Je souhaite présenter ci-dessous un aperçu des activités et des principaux domaines de travail de l'ABCPI au cours de l'année écoulée.

Aide judiciaire et fiscalité

Tout au long de l'année, le Conseil exécutif a continué à faire de la réforme de l'aide judiciaire et de la fiscalité applicable aux membres des équipes de la Défense et des victimes une priorité. L'ABCPI a poursuivi son engagement actif auprès de la facilitation du Groupe de travail de La Haye sur l'aide judiciaire et la fiscalité, du Comité conjoint sur l'aide judiciaire (JCLA), du Greffe, du Comité du budget et des finances (CBF) ainsi que de nombreux États parties afin d'obtenir de nouvelles améliorations du système d'aide judiciaire.

Les discussions menées au cours de l'année ont porté sur la poursuite de la mise en œuvre et du développement de la politique réformée d'aide judiciaire, notamment les propositions relatives à l'introduction d'un cinquième échelon dans les barèmes de rémunération, aux ajustements de rémunération, au remboursement de la fiscalité et à d'autres mesures provisoires, aux lettres de nomination, au statut et à la rémunération du personnel d'appui, ainsi qu'à l'aide judiciaire pendant les phases de détermination de la peine et d'appel. Bien que les progrès concernant certaines propositions aient été plus lents qu'espéré, le Greffe a confirmé que l'introduction d'un cinquième échelon serait incluse dans les futures discussions budgétaires.

Les discussions au sein du JCLA ont également porté sur plusieurs propositions substantielles relatives au développement ultérieur du système d'aide judiciaire, notamment les ajustements de rémunération au cours des prochaines années, le traitement des phases concomitantes de détermination de la peine et d'appel, le remboursement de la fiscalité ainsi que des propositions concernant le futur statut professionnel du personnel d'appui. L'ABCPI a continué à souligner que les réformes doivent préserver l'indépendance des équipes externes, garantir une rémunération

adéquate et prévisible ainsi qu'une protection sociale, et veiller à ce que la capacité des conseils à sélectionner et à gérer leurs équipes ne soit pas inutilement restreinte.

Des efforts importants ont également été poursuivis concernant la fiscalité des équipes externes. Malheureusement, ces efforts n'ont pas permis d'aboutir au résultat que nous avons préconisé. Tout au long de l'année, l'ABCPI a dialogué avec de nombreux États parties afin de promouvoir une modification de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour (APIC) qui aurait permis d'exonérer d'impôt les membres des équipes de la Défense et des victimes. En juin 2026, toutefois, l'État hôte a confirmé qu'il n'était pas favorable à une telle modification, ce qui a, en pratique, mis fin à cette possibilité, aucun autre État n'étant disposé à soutenir un amendement auquel l'État hôte s'opposerait. Il s'agissait d'une évolution décevante compte tenu du travail considérable accompli par l'ABCPI et d'autres acteurs au cours de plusieurs années afin de rechercher une solution durable à cette question.

À la suite de cette évolution, les discussions se sont concentrées sur d'autres solutions à plus long terme. En particulier, plusieurs États, dont l'État hôte, ont demandé au Greffe de proposer un modèle de contrat possible dans le cadre de l'aide judiciaire. L'ABCPI a entamé des discussions concernant la possibilité d'introduire des contrats de personnel pour le personnel d'appui et, éventuellement, à un stade ultérieur, pour les conseils qui souhaiteraient opter pour de tels arrangements, tout en veillant à ce que leur indépendance ne soit pas affectée. De tels arrangements pourraient offrir une plus grande sécurité en matière de fiscalité et de protection sociale. Ces discussions sont toujours en cours et l'ABCPI continuera à les poursuivre avec le Greffe et les États parties.

L'ABCPI a également plaidé en faveur de mesures provisoires visant à apporter un soutien plus immédiat aux membres actuels des équipes externes. Les discussions ont notamment porté sur la possibilité d'utiliser les fonds inutilisés de la réserve fiscale, la clarification du traitement fiscal des indemnités et des cotisations d'assurance maladie, les mécanismes de remboursement de l'impôt et l'amélioration de la communication entre le Greffe et les équipes externes. Le Greffe a toutefois indiqué qu'il ne prévoyait pas que des fonds soient disponibles dans le budget 2026 pour de telles mesures provisoires. Il s'agissait d'une nouvelle évolution décevante, notamment au regard de nos discussions antérieures, qui démontre la nécessité de continuer à faire progresser cette question au cours de l'année à venir.

Le Conseil exécutif a créé un groupe de travail sur l'aide judiciaire afin de coordonner ces efforts et de soutenir l'engagement de l'Association auprès des États parties, du Greffe, de l'International Bar Association et d'autres parties prenantes concernées. L'aide judiciaire et la fiscalité demeurent parmi les priorités les plus importantes de l'ABCPI. Certains États ont apporté un soutien important à l'ABCPI, mais le Greffe n'a pas fourni les chiffres concrets et précis demandés par les États.

Bien que les discussions et le dialogue continu avec les États parties et le Greffe puissent parfois être frustrants, nous devons continuer à présenter des propositions et à souligner que le *statu quo* n'est pas acceptable.

24e session de l'Assemblée des États parties

La 24e session de l'Assemblée des États parties s'est tenue à La Haye en décembre 2025. Le Président de l'ABCPI s'est adressé à l'Assemblée au nom de l'Association, soulignant l'importance d'une coopération efficace avec la Cour, de ressources adéquates pour les équipes de la Défense et des victimes, de la poursuite de la réforme de l'aide judiciaire, de la fiscalité applicable aux membres des équipes externes ainsi que d'un soutien et d'une protection adéquats pour les personnes exerçant devant la Cour.

Le Président a également évoqué les menaces croissantes auxquelles sont confrontées la Cour et les personnes travaillant au sein du système de justice pénale internationale, notamment les sanctions, les actes d'intimidation et les représailles, et a réaffirmé l'importance de protéger l'indépendance des conseils et des autres professionnels du droit.

Au cours de l'Assemblée, l'ABCPI a organisé avec succès un événement parallèle intitulé *Protéger les conseils, protéger la justice : le rôle de l'ABCPI et des barreaux locaux, régionaux et internationaux*, en partenariat avec le Conseil national des barreaux (CNB) et avec le soutien de la France et du Sénégal. L'événement a réuni des juges, des ambassadeurs, des représentants de barreaux et des praticiens afin de discuter de l'importance d'une profession juridique indépendante et du rôle des barreaux dans la sauvegarde de l'État de droit et la protection des avocats exerçant dans le domaine de la justice pénale internationale.

L'ABCPI a également coparrainé un autre événement parallèle consacré à la justice et à la diversité et a tenu de nombreuses réunions bilatérales avec des représentants d'États parties tout au long de l'Assemblée.

Représentation de la profession juridique

L'ABCPI a continué à représenter les conseils de la Défense, les représentants légaux des victimes et leur personnel d'appui lors d'événements officiels et dans le cadre de discussions avec la Cour et d'autres parties prenantes tout au long de l'année.

La Vice-Présidente chargée de la Défense, Anta Guissé, a prononcé l'allocution de l'ABCPI lors de l'ouverture de l'année judiciaire, réaffirmant l'importance de l'indépendance judiciaire, de l'État de droit et de la contribution essentielle d'une profession juridique indépendante à la bonne administration de la justice.

Le 25 février 2026, la Vice-Présidente chargée de la Défense et la Vice-Présidente chargée des victimes ont rencontré le Greffier afin de discuter du projet d'accord régissant les relations entre l'ABCPI et le Greffe, qui fait l'objet de discussions depuis de nombreuses années. Depuis cette réunion, le Greffier a réaffirmé sa volonté de conclure un accord, mais aucune mesure concrète n'a encore été prise et l'ABCPI demeure dans l'attente de la contre-proposition du Greffe au projet d'accord précédemment soumis par l'Association.

Le Président a également représenté l'ABCPI lors de l'International Law Conference de l'American Bar Association à Mexico et a participé à de nombreuses réunions avec les hauts responsables de la Cour, des représentants d'États parties, des organisations internationales, des associations professionnelles et d'autres parties prenantes.

En juillet 2026, le Conseil exécutif a tenu une réunion spéciale avec les juges de la CPI dans le cadre des activités marquant le dixième anniversaire de l'Association. Cette réunion a permis de réfléchir au travail accompli par l'ABCPI au cours de la décennie écoulée, à l'importance de maintenir une association professionnelle forte et indépendante, à la future coopération entre le pouvoir judiciaire et la profession juridique, ainsi qu'aux propositions relatives à l'adhésion obligatoire à l'ABCPI pour les conseils inscrits sur la Liste des conseils de la CPI.

Élections judiciaires de la CPI de 2026

Dans la perspective de l'élection de six juges de la Cour pénale internationale lors de la 25e session de l'Assemblée des États parties, l'ABCPI a invité les candidats aux fonctions judiciaires à répondre à un questionnaire portant sur des questions présentant un intérêt particulier pour la profession juridique et l'administration de la justice devant la Cour.

Le questionnaire portait notamment sur l'indépendance et l'impartialité judiciaires, les droits de la Défense, l'égalité des armes, l'aide judiciaire, la participation des victimes, l'éthique judiciaire, la culture du lieu de travail et les nouveaux défis auxquels est confrontée la justice pénale internationale.

En juillet 2026, l'ABCPI a publié les réponses reçues des candidats afin de contribuer à une plus grande transparence et de favoriser un processus d'élection judiciaire éclairé. Cette initiative s'inscrit dans les efforts constants de l'Association visant à faire en sorte que les opinions et préoccupations des praticiens soient prises en considération dans les discussions concernant l'avenir de la Cour.

Sanctions des États-Unis

L'ABCPI a continué à réagir aux développements concernant les sanctions visant la Cour et les personnes associées à ses activités.

L'Association a publié des déclarations condamnant les sanctions imposées à des juges et à des responsables de la Cour et a réaffirmé l'importance de l'indépendance judiciaire et de l'indépendance de la profession juridique. En août 2026, l'ABCPI a notamment condamné de nouvelles sanctions imposées à la Présidente de la CPI, la juge Tomoko Akane, ainsi qu'au premier substitut du Procureur Abdoulaye Seye.

Le Conseil exécutif a régulièrement examiné l'évolution de la situation relative aux sanctions et est resté en contact avec le Greffe afin de veiller à ce que les équipes de la Défense et des victimes soient informées des éventuelles conséquences pour leur travail.

L'ABCPI a également préparé une soumission en qualité d'*amicus curiae* dans le cadre d'une procédure engagée devant une juridiction de New York contestant le régime de sanctions. Cette soumission porte en particulier sur les objectifs et les activités de l'ABCPI, les effets du régime de sanctions sur l'Association et ses membres, ainsi que sur les conséquences plus larges de telles mesures pour l'administration de la justice internationale et l'indépendance des professionnels du droit.

L'ABCPI continuera à suivre attentivement les développements et à s'exprimer contre les mesures qui menacent l'indépendance de la Cour ou des personnes qui exercent des fonctions professionnelles devant celle-ci.

Événements

Tout au long de l'année, l'ABCPI a organisé et participé à un large éventail d'événements visant à promouvoir la justice pénale internationale, à renforcer le dialogue avec la profession juridique et à créer des occasions d'échanger sur des questions importantes pour les praticiens.

En octobre 2025, l'ABCPI s'est associée au Barreau de Marseille pour une conférence consacrée aux *Procédures par contumace en droit pénal international*.

Au cours de l'année 2026, l'Association a organisé plusieurs autres événements couronnés de succès, notamment une conférence intitulée *Pratiquer le droit pénal international sous pression : sanctions, menaces et protections*, portant sur l'environnement de plus en plus difficile dans lequel exercent les praticiens de la justice pénale internationale.

Le Comité consultatif juridique a également organisé une table ronde consacrée aux délais d'appel de la Défense et aux éventuelles propositions de réforme, offrant aux praticiens l'occasion de discuter de l'incidence pratique des procédures actuelles et des améliorations possibles.

Le 15 juillet 2026, l'ABCPI a célébré son dixième anniversaire à l'occasion d'une conférence spéciale intitulée *Le droit pénal international dans tous ses États*. La

conférence a réuni des juges, des diplomates, des praticiens et des universitaires afin de réfléchir aux évolutions du droit pénal international au cours de la dernière décennie et d'examiner les défis futurs auxquels la Cour et la profession seront confrontées.

Cet anniversaire a constitué une occasion importante non seulement de célébrer les dix années écoulées depuis la création de l'ABCPI, mais également de réfléchir à l'évolution de l'Association, devenue un organe représentatif de plus en plus établi pour la profession juridique exerçant devant la CPI.

Formation et perfectionnement professionnel

Le Comité de formation de l'ABCPI a continué à proposer un programme complet de perfectionnement professionnel tout au long de l'année.

Les activités de formation ont porté sur un large éventail de sujets pertinents pour la pratique devant la Cour, notamment la stratégie d'une affaire, l'intelligence artificielle et la pratique juridique, l'indépendance judiciaire, les techniques de plaidoirie, l'éthique professionnelle et l'exercice du droit pénal international dans un environnement international de plus en plus difficile.

Le Comité de formation a également organisé un webinaire consacré aux *Enseignements de Nuremberg*, offrant l'occasion de réfléchir à la pertinence persistante des procédures de Nuremberg pour le droit pénal international et la pratique contemporains.

Le 22 juin 2026, l'ABCPI a organisé un programme hybride complet de formation sur *Le rôle du conseil au titre de la règle 74 devant la CPI*. Cet événement a attiré des participants du monde entier et s'inscrivait dans l'engagement constant de l'ABCPI en faveur de la formation pratique à la plaidoirie.

Le Comité de la Défense a également organisé un webinaire intitulé *Les règles de La Haye : adapter la pratique pénale nationale aux affaires devant la CPI*. Cet événement a réuni des praticiens expérimentés de la CPI afin de discuter des adaptations pratiques et procédurales nécessaires lors du passage de la pratique pénale nationale aux procédures devant la Cour pénale internationale.

Du 22 au 24 septembre 2026, des membres de l'ABCPI participeront à la formation annuelle destinée aux conseils, organisée par le Comité de formation en collaboration avec la Section d'appui aux conseils de la CPI, à la Cour et en ligne. Le programme abordera un large éventail de questions pratiques, notamment la représentation au titre de l'article 55, les outils d'intelligence artificielle, les techniques d'interrogatoire, les procédures disciplinaires, le comportement et la mémoire des témoins, la représentation des victimes et la sécurité de l'information.

Du 28 au 30 septembre 2026, l'ABCPI et le Conseil national des barreaux organiseront également à Paris un programme conjoint de formation pratique de trois jours portant sur la pratique de la défense pénale internationale, depuis la phase d'enquête jusqu'au procès. Ce programme témoigne de la coopération croissante entre l'ABCPI et les barreaux nationaux dans le développement de possibilités de formation pratique à l'intention des avocats souhaitant exercer devant les juridictions internationales.

L'ABCPI a également engagé des consultations avec la Section d'appui aux conseils (CSS) et le Bureau du conseil public pour la Défense (BCPD) concernant la mise en œuvre d'une formation obligatoire sur la prévention des comportements répréhensibles et de toutes les formes de harcèlement sur le lieu de travail. Un programme de formation en ligne intitulé *United Respect for Dialogue*, qui était déjà accessible au personnel de la Cour, a été mis à la disposition de l'ensemble des équipes de la Défense et des victimes à la fin du mois d'août. Toutefois, cette formation n'est pas encore complète ni pleinement satisfaisante. Elle devra être adaptée aux circonstances spécifiques des équipes de la Défense et des victimes ; les stagiaires n'y ont actuellement pas accès ; la formation n'est pas encore obligatoire pour les conseils ; et la section destinée aux responsables n'était pas disponible. L'ABCPI continuera à suivre les progrès réalisés et à collaborer avec la CSS et le BCPD concernant le contenu et le développement futur de cette formation.

Accords d'affiliation et partenariats institutionnels

Tout au long de l'année, l'ABCPI a continué à renforcer son réseau de partenariats institutionnels en concluant de nouveaux accords d'affiliation avec l'Unione delle Camere Penali Italiane, l'American Bar Association International Law Section, l'Illustre y Nacional Colegio de Abogados de México et l'Universidad Siglo 21.

Ces accords renforcent la coopération entre l'ABCPI et des institutions professionnelles et universitaires de premier plan, favorisent l'échange d'expertise et soutiennent des initiatives conjointes dans les domaines du droit pénal international, de la formation professionnelle, de l'indépendance de la profession juridique et de l'État de droit.

Le Conseil exécutif a continué à rechercher des possibilités d'élargir le réseau international de l'ABCPI et de développer, au cours de l'année à venir, des partenariats significatifs avec des barreaux, des universités et d'autres organisations professionnelles.

Sensibilisation et communication

L'ABCPI a continué à développer ses activités de sensibilisation et à mettre en lumière le travail et les expériences des praticiens intervenant dans le domaine de la justice pénale internationale.

L'Association a poursuivi sa série *Parcours de l'ABCPI*, qui offre une plateforme permettant aux conseils, assistants et autres professionnels du droit de présenter leur parcours professionnel vers la justice pénale internationale et les différents rôles exercés par les personnes travaillant devant la Cour. Cette série vise à améliorer la compréhension de la profession, à promouvoir la diversité des parcours professionnels et à encourager la prochaine génération de praticiens du droit pénal international.

L'ABCPI a également poursuivi ses activités par l'intermédiaire de ses points focaux régionaux et nationaux, ainsi que de son site internet et de ses réseaux sociaux, contribuant ainsi à communiquer aux membres les évolutions qui les concernent et à accroître la visibilité du travail de l'Association auprès de la communauté juridique au sens large.

Développement organisationnel et viabilité financière

Le Conseil exécutif a également continué à examiner le développement à long terme et la viabilité financière de l'Association.

À la suite des discussions tenues lors de l'Assemblée générale de 2025, un groupe de travail sur la collecte de fonds a été créé afin d'explorer de nouvelles sources de financement et les possibilités de renforcer les activités et les capacités institutionnelles de l'ABCPI. Deux membres du groupe de travail ont quitté leurs fonctions au cours de l'année, mais les membres restants ont poursuivi leurs travaux. L'accent a principalement été mis sur l'identification de possibilités de subventions, notamment de financements de l'Union européenne, ainsi que sur le développement de partenariats potentiels avec des pays asiatiques. Le Conseil exécutif a soumis une demande de financement de l'Union européenne pour un projet mené avec une organisation partenaire ; cette demande est toujours en cours d'examen.

Le Conseil exécutif a continué à examiner les moyens permettant à l'Association de se doter d'une base financière durable pour ses activités futures, tout en maintenant et en développant les services, la représentation, la formation et les activités de plaidoyer proposés aux membres.

Le travail accompli au cours de l'année écoulée démontre l'étendue des activités de l'ABCPI et le rôle de plus en plus important joué par l'Association dans la représentation de la profession juridique devant la Cour pénale internationale.

Je tiens à remercier tous les membres du Conseil exécutif, les membres des Comités, les Groupes de travail, les Points focaux régionaux et nationaux ainsi que l'ensemble des membres de l'Association pour leur engagement, leur soutien et leur contribution constants aux travaux de l'ABCPI.

Je tiens également à remercier la Cour, les États parties, les barreaux et nos organisations partenaires pour leur coopération avec l'Association au cours de l'année écoulée.

Ce fut un privilège de servir en qualité de Président de l'ABCPI au cours des deux dernières années. Je suis fier de ce que l'Association a accompli pendant cette période et de la contribution apportée par tant de nos membres au renforcement de la profession juridique et à l'administration de la justice pénale internationale.

Alors que l'ABCPI ouvre un nouveau chapitre de son histoire, je souhaite à mon successeur et au nouveau Conseil exécutif plein succès dans la poursuite de ce travail essentiel.

Bien cordialement,

Philippe Larochelle
Président
ICCBA

I. Objectifs

L'ABCPI a pour objectifs de :

1. Soutenir les fonctions, l'efficacité et l'indépendance des Conseils exerçant devant la CPI ;
2. Promouvoir et affirmer auprès des Conseils les normes professionnelles et éthiques les plus rigoureuses s'agissant des devoirs, responsabilités et obligations qui leur incombent en vertu du Statut de Rome, du Règlement de procédure et de preuve, du Code de conduite professionnelle des Conseils et de toute directive et tout règlement s'y rapportant ;
3. Promouvoir et faciliter les aptitudes et les compétences spécifiques aux Conseils pour leur exercice professionnel devant la CPI notamment dans les domaines de la pratique de l'avocat, des règles de procédure et de fond du droit international pénal et des technologies de l'information ;
4. Aider les Conseils à obtenir, auprès des organes et des Bureaux de la CPI, le soutien, l'assistance et les informations nécessaires pour pouvoir assurer une assistance et une représentation légales efficaces ;
5. Améliorer la qualité de la justice rendue à la CPI telle qu'envisagée par le Statut de Rome et d'autres textes reconnus ;
6. Aider à résoudre les questions juridiques qui ont une incidence sur le travail des Conseils ;
7. Assurer la représentation indépendante des intérêts des Conseils et des membres de leurs équipes ;
8. Promouvoir le renforcement des droits des clients et de leurs Conseils devant la CPI ;

9. Établir des canaux de communication avec le Greffier et le consulter s'agissant des questions relatives aux Conseils et aux membres de leurs équipes dans l'exercice de leurs fonctions devant la CPI ;
10. Consulter le Greffier au sujet de toute proposition d'amendement du Code de conduite professionnelle ;
11. Promouvoir l'égalité des armes entre les parties devant la CPI ;
12. Représenter les intérêts, préoccupations et objectifs des membres de l'ABCPI devant l'Assemblée des États parties ;
13. Contribuer en tant que de besoin au règlement des différends entre Conseils, ainsi qu'entre Conseils et organes ou Bureaux de la CPI ;
14. Assurer la liaison, en tant que de besoin, avec les Barreaux nationaux des membres de l'ABCPI ;
15. Echanger au sujet de questions professionnelles touchant à des préoccupations et intérêts communs avec les Conseils exerçant devant d'autres cours ou tribunaux internationaux, internationalisés ou hybrides, ou avec les Barreaux ou associations établis auprès de ces cours ou tribunaux ;
16. Fournir tout autre service raisonnable et nécessaire comme le ferait un Barreau pour ses membres.

COMITÉ DE LA DÉFENSE Ana Tuiketeti (Présidente) Hassan M.S Alhattab Kate Gibson Elisabetta Galeazzi Emmanuel Molina Nkomu Mabaso Idenyemih Stella Omiyi Rapport annuel Voir annexe A	COMITÉ DES VICTIMES Kimberley Motley (Présidente) Aurélie Berthet Elisabetta Galeazzi Jessica Lescs Emmanuel Molina Cristina Perozzi Natalie von Wistinghausen Rapport annuel Voir annexe B
COMITÉ DU PERSONNEL D'APPUI AUX CONSEILS Marcela Velarde (Présidente) Camille Divet Vugar Gadimov Haneen Ghali Eva Kalb Dr Denys V. Keshkentii Dr Abbas Poorhashemi Rapport annuel Voir annexe C	COMITÉ CONSULTATIF DES NORMES PROFESSIONNELLES Anand A. Shah (Président) Jens Dieckmann Marie-Hélène Proulx Juan Carlos Manríquez Ingo Klaus Wamser Rapport annuel Voir annexe D
COMITÉ CONSULTATIF JURIDIQUE James Onalaja (Président) Giovanni Chiarini Astrid Odete Escobedo Barrondo Ariel Liniado Juan Carlos Manríquez Rapport annuel Voir annexe E	COMITÉ DE FORMATION Mylène Dimitri (Présidente) Mélissa Beaulieu-Lussier Dignité Bwiza James Onalaja Ahmed Zuhair Bajalan Rapport annuel Voir annexe F
COMITÉ AMICUS Aurélien Berthet (Présidente) Franck Arnaud Giovanni Chiarini Idenyemih Stella Omiyi Ahmed Zuhair Bajalan Rapport annuel Voir annexe G	GROUPE DE TRAVAIL SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE Marina Aksenova Jason Antley Maya Avci Charles Chua Haneen Ghali Toks Hussain Hélène Raïs

GROUPE DE TRAVAIL SUR LE CODE DE CONDUITE Iain Edwards Michael Herz Marie O'Leary Anand Shah	GROUPE DE TRAVAIL SUR LES QUESTIONS DE DÉTENTION Iain Edwards Despoina Eleftheriou Philippe Larochelle Barbara Szmatala
GROUPE DE TRAVAIL SUR LE DEVOIR DE DILIGENCE Abigail Bridgman Haydee Dijkstal Fiona McKay Evelyne Ombeni Caroline Walter Rapport annuel Voir annexe H	GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉCOCIDE Thomas Hannis Drazen Plavec Juan Carlos Manriquez Kimberley Motley Javier Ruiz Regina Weiss Rapport annuel Voir annexe I
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COLLECTE DE FONDS Vugar Gadimov Juan Carlos Manriquez Audrey Mateo Fuhua Ni Enet Somers-Dehaney	GROUPE DE TRAVAIL SUR LE GENRE, LA DIVERSITÉ ET LES VIOLENCES SEXUELLES ET BASÉES SUR LE GENRE Astrid Escobedo Joanna Heskia Kathryn McCormack Eduardo Visconti

II. MISE À JOUR FINANCIÈRE

A. Comptes débiteurs

L'ABCPI a réussi à recueillir des cotisations. De 27 septembre 2025 à 21 septembre 2026, un total de €58,904.58 a été reçu.

L'ABCPI a un total de 282 membres et les membres suivants dans chaque catégorie d'adhésion:

- 155 Membres à part entière
- 57 Membres associés
- 70 Membres affiliés

B. Bilan

L'ABCPI dispose actuellement d'un actif de € 22,543.95 sur le compte bancaire.

Voir l'annexe J.

C. Profit et perte

Un compte rendu complet des recettes et des dépenses pour l'année allant du 27 septembre 2025 à 21 septembre 2026, veuillez-vous reporter à l'annexe K.

D. Budget proposé 2026-2027

L'annexe L contient deux propositions de budget pour 2026-2027 basée sur une estimation des recettes et des dépenses prévues.

RAPPORT DU COMITE DE LA DEFENSE DE L'ABCPI

DEFENCE COMMITTEE REPORT 2025- 2026

While our Committee is mandated to protect the rights and interests of suspects and accused persons before the International Criminal Court, we have integrated our key responsibilities—Advocacy & Protection, Training, and Advisory services—into our 2025–2026 activities, remaining mindful of our members' varying time zones and professional commitments.

As Chairperson, I have been honored and blessed to work alongside these experienced professionals who have not only supported our mandate but have passionately carried out our activities with enthusiasm.

COMMITTEE MEMBERS:

- i. Ana Tuiketei (Chair / President)
- ii. Hassan M.S Alhattab
- iii. Kate Gibson
- iv. Elisabetta Galeazzi
- v. Emmanuel Molina
- vi. Nkomu Mabaso
- vii. Idenyemih Stella Omiy

ACTIVITIES FOR 2026:

The Committee completed these activities, driven by meeting discussions, past goals, active commitment, and enthusiasm for new projects:

A. Professional Advocacy and Training:

The Rules of The Hague: Adapting Domestic Criminal Practice to ICC Cases:

Thursday, 10 September, 4pm CET

Background

The seminar organized by the ICCBA Defense Committee explored the practical differences between domestic criminal litigation and defense practice before the ICC, with a focus on the realities that Counsel encounter when transitioning into international proceedings. From hybrid procedural rules and extensive written litigation to victim participation, multilingual evidence and investigations conducted across jurisdictions, appearing before the ICC demands approaches that often differ significantly from domestic criminal practice.

Speckers:

- i. Moderator: Ana Tuiketei, ICCBA Defence Committee Chair
- ii. Anta Guissé, Defence Counsel, ICC
- iii. Iain Edwards, Defence Counsel, ICC
- iv. Kate Gibson, Defence Counsel, ICC
- v. Anouk Julien, Legal Assistant, ICC

This webinar event was received well and is available on this you tube link:

<https://www.youtube.com/watch?v=jsoMzmUUrYs>

B. Governance: Meeting & Liasson with ICCBA Executive:

27th May, 8:30pm CET

We met with Executive Representative Anta Guissé, who commended our upcoming events and support for other committee activities. She also offered suggestions on promoting admission to the ICC List of Counsel and ICCBA activities.

Through Committee member Nkomu Mabaso the Defense Committee proposed that the official list of the ICCBA members be hosted on the website for verification purposes. In June 2026 the Executive Council responded that they had granted the Defense Committee's proposal to have a Directory on the ICCBA website on a voluntary basis.

This link is now active:

https://www.iccba-abcpi.org/_files/ugd/ff5a5e_e6128c71216245a8af9f3702432b622b.pdf

The Committee is proud of this accomplishment to allow better networks, collaborations and communication between members of the ICCBA.

C. Support to Other ICCBA Committees:

LAC Roundtable on Defense Appeal Time Limits

23 April, 5pm CET

The Defense Committee, through Kate Gibson and myself, supported this roundtable because active defense teams have raised concerns regarding the workability of the existing deadlines for filing notices of appeal and appeal briefs. Some counsels have suggested that current time limits do not reflect today's more complex cases, the extensive requirements at the notice of appeal stage, and the practical constraints modern defense teams face. We were able to:

- i. Exchange experiences and perspectives on the current appeal deadlines;
- ii. Assess whether there is a need for reform; and
- iii. Consider possible avenues for amendment, including changes to the legal texts or updates to the Chambers Practice Manual.

CONCLUSION:

On behalf of the ICCBBA Defense Committee, I want to thank Dominic and the Secretariat for their support during our tenure. I also want to take this time to thank my committee members for their dedication.

Submitted by:

Ana Tuiketeti (Chairperson)

Rapport du Comité Des Victimes 2025-2026

Aucun rapport

Rapport Du Comité du Personnel d'appui Aux Conseils 2025-2026

**International Criminal Court Bar Association
Counsel Support Staff Committee
2025-2026**

Annual Report to the ICCBA General Assembly for 2025-2026

I. COMMITTEE MEMBERS

- Marcela Velarde (Chair)
- Camille Divet
- Vugar Gadimov
- Haneen Ghali
- Eva Kalb
- Dr Denys V. Keshkentii
- Dr Abbas Poorhashemi

II. INTRODUCTION

In accordance with the Constitution of the International Criminal Court Bar Association (ICCBA), the Counsel Support Staff Committee (CSSC) is established to protect the interests of support staff, as well as provide proposals to the Executive Council and report to the General Assembly on all matters affecting the support staff. With the present report, the Chair of the CSSC presents the Committee's Annual Report to the ICCBA General Assembly for 2025-2026. This annual report includes results from the previous CSSC term (2024-2025), as well as new proposals for the subsequent term (2026-2027).

III. KEY ACCOMPLISHMENTS

The CSSC accomplished the following tasks during the 2025-2026 term:

1) Revised and Updated the Welcome Package for Support Staff

The CSSC reviewed and overhauled the Welcome Package from 2023, designed for members newly appointed to a case, to be fully up to date. The finalized resource is substantially more practical, informative, and beneficial for incoming support staff to the ICC who will reside in The Hague. The main topics addressed in this Welcome Package are relocation, accommodation, daily life in The Hague, remuneration and labor rights, and filing taxes.

2) Contribute to the implementation of the Legal Aid Policy Reform

The CSSC continued collaborating with the Executive Council on implementing LAP reforms, with an emphasis on improving conditions for external support staff. The CSSC insisted on the advancement of discussions with the Host State and other State Parties on the issue of taxation for support staff, in particular, since there was a new government instated

in the Host State. Further, the CSSC remarked how the letter of appointment for support staff lacked clarity on the relationship between external staff members and the ICC, as well as highlighted the difficulties support staff could encounter when relocating to the Netherlands. The CSSC supported the Executive Council in engaging with the Registry to further conversations on the obligations owed between them. The CSSC encourages the subsequent CSSC (2026-2027) to continue supporting the Executive Council on the topics of taxation and letters of appointment for support staff.

3) Designed Survey identify Support Staff needs

The CSSC inquired on the work of the previous CSSC (2024-2025) and developed a comprehensive survey aimed at identifying the specific needs of Support Staff of the Court, such as core training needs and daily operational challenges. The CSSC will provide the results of this survey to the subsequent CSSC (2026-2027) to address those needs.

4) Developed working relationship with the ICCBA Executive Council to continue to promote the interests of Support Staff

The CSSC developed a working relationship with the Executive Council, in particular with two representatives for the support staff so that the CSSC could be consulted and informed on developments worked on by the Executive Council. Because of this working relationship, the CSSC insisted for the Executive Council to start negotiations on potential “contracts” with the Registry for support staff, as well as determine the rights and advantages these “contracts” could offer under the Legal Aid system. The CSSC encourages the subsequent CSSC (2026-2027) to continue supporting the Executive Council in its conversations with the Registry on this topic.

5) Commenced discussions on the framework for a Mentoring Program within the ICCBA

The CSSC commenced discussions with the Executive Council on the framework for a possible mentoring program within the ICCBA. The CSSC was highly interested in this and provided suggestions, ideas, and concerns for a possible mentoring program, as well as inquired on its role and potential collaboration with other ICCBA committees to pursue the program. The next CSSC (2026-2027) is encouraged to continue these discussions with the Executive Council for the implementation of the mentoring program.

Respectfully submitted,

Marcela Velarde
Chair, Counsel Support Staff Committee

Date: 20th September, 2026

Rapport du Comité Consultatif des Normes Professionnelles 2024-2025

Association du Barreau
près la Cour Pénale Internationale



International Criminal Court
Bar Association

PROFESSIONAL STANDARDS ADVISORY COMMITTEE

ANNUAL REPORT TO THE GENERAL ASSEMBLY, 2025-2026 Term

Members: Jens Dieckman; Juan Carlos Manriquez; Marie-Hélène Proulx; Anand Shah (*Chair*); Ingo Klaus Wamser

The composition and duties of the Professional Standards Advisory Committee (PSAC) are addressed at articles 19 and 20 of the ICCBA Constitution. This report of the PSAC is prepared and presented pursuant to Article 5(3)(b) of the ICCBA Constitution, and is submitted to the General Assembly to inform the members of the ICCBA of the activities of the PSAC during the 2025-2026 ICCBA term.

I. Provision of Advisory Opinion to ICCBA Member

On 3 February 2026, following a request from an ICCBA Associate Member, the PSAC issued an advisory opinion to assist in the proper determination of professional misconduct proceedings opened against the member by his national judiciary, in the member's capacity as a public defender and judicial officer. With the member's consent, the full opinion has been made available on the PSAC page of the ICCBA website (<https://www.iccba-abcpi.org/psac>).

The opinion addresses whether admission to the List of Assistants to Counsel before the ICC may constitute practice before the Court or engagement in proceedings before the ICC, as well as any obligations that might attach to an individual admitted to the List of Assistants vis-à-vis the Court. The opinion also sets out the PSAC's view that the Committee's factual and legal analysis applies, in large measure, to the situation of individuals admitted to the List of Counsel before the ICC. Lastly, the opinion considers the

relevance of the Rome Statute's legal framework in respect of how national authorities and judiciaries of States Parties may view members of their national bars, government staff or officials, or judicial officials, inclusion on these two ICC lists.

Having considered the Court's legal texts, relevant Registry administrative procedures, and the jurisprudence of the Disciplinary Board of the ICC, the PSAC concluded that inclusion on these ICC lists does not constitute an appointment to represent or assist in representing a defendant or victims in proceedings before the ICC, or any other type of contractual relationship with the Court. Further, inclusion on these lists does not, in and of itself, constitute advertising an individual's current availability to be appointed as Counsel, Associate Counsel, or Assistant to Counsel, in proceedings before the Court. Additionally, there is no obligation on an individual admitted to these lists to accept such an appointment should they be approached by the Court or an ICC defendant or victim.

The PSAC also opined that inclusion on these ICC lists does not imply support for, or endorsement of, any specific decisions or actions taken, or statements made by, ICC officials, organs, or the Court as a whole.

The PSAC lastly expressed the view that the relevant legal authorities and bodies in all States Parties to the Rome Statute should view the Rome Statute system, and the Court, not as a foreign law and institution, but instead a legal framework that is linked to national legal systems, and one that is built on foundations of cooperation, collaboration and collectivity.

II. Database of summary of ICC Disciplinary Body Decisions

The PSAC updated the existing PSAC summary database of ICC Disciplinary Board and ICC Disciplinary Appeals Board issuances to include most of the nine procedural and substantive decisions issued by these bodies since the last iteration of this database (available on the PSAC page of the ICCBA website: <https://www.iccba-abcpi.org/psac>).

III. Continuing review and assessment of ICC framework governing the conduct, and protecting the rights, of members of ICC defence and victim's team

With the Executive Council's approval, the PSAC continued the ICCBA's work on conducting a comprehensive review of the ICC's legal framework governing the conduct, and protecting the rights, of ICC defence and victim's team members. The PSAC's assessment and recommendations in this subject area will be provided to the incoming PSAC members (2026-2027 term) to carry forward the ICCBA's mandate in this important area, in coordination with the Executive Council.

Respectfully submitted,

Anand Shah, Chair
on behalf of the ICCBA Professional Standards Advisory Committee

Annexe E

Projet de rapport annuel du Comité consultatif juridique – Mandat 2025-2026

Le Comité consultatif juridique (CCJ) soumet par la présente au Conseil exécutif (CE) de l'ABCPI ainsi qu'à l'ensemble des membres de l'ABCPI le rapport annuel suivant pour le mandat 2025-2026 du CCJ.

1. Au cours de son mandat, le LAC a tenu plusieurs réunions à distance et a maintenu des échanges réguliers par voie électronique sur diverses questions concernant la CPI, l'ICCBA et le LAC lui-même.
2. L'un des principaux objectifs du LAC pour le mandat 2025-2026 consistait à recenser les comités, groupes de travail et autres instances dont les activités recoupent le mandat du LAC, afin de favoriser une approche collaborative en matière d'examen approfondi des textes juridiques et d'élaboration de propositions d'amendement.

3. Le comité a pu entamer ce processus collaboratif en organisant deux tables rondes réunissant des praticiens expérimentés du droit pénal international, des représentants du Bureau du conseil public pour la défense (BCPD) de la CPI, du Comité exécutif de l'ABCPI et du Comité de la défense, ainsi que des membres d'équipes de défense et du LAC, afin de débattre des défis systémiques liés aux délais de dépôt des avis d'appel et aux questions de délais connexes dans les procédures devant la CPI.

4. Ces discussions ont été motivées par des préoccupations récurrentes exprimées par certains représentants d'équipes de défense quant au caractère adéquat des délais en vigueur, en particulier à la suite des modifications apportées au Règlement de la Cour le 12 Juillet 2017 (Règlement de la Cour 57), qui ont rendu les avis d'appel plus substantiels.

5. Les réunions visaient à : cerner les défis pratiques découlant des délais actuels ; mettre en commun les expériences tirées de différents dossiers ; explorer des pistes de réforme ou d'amélioration ; et envisager des prochaines étapes réalistes pour une action collective.

6. Les participants ont souligné que le délai actuel de 30 jours pour déposer un avis d'appel ne correspond plus à la nature de fond de ce document, lequel exige désormais l'exposé détaillé des moyens de droit et l'identification des erreurs alléguées. Par ailleurs, les participants ont estimé que le délai standard de 90 jours suivant la notification de la décision concernée pour signifier les mémoires d'appel (Règlement de la Cour 58) s'avérait systématiquement insuffisant. Cette situation a créé un déséquilibre structurel entre les exigences procédurales et la faisabilité pratique.

7. La discussion a confirmé que les délais d'appel actuels posent des problèmes systémiques affectant non seulement les équipes de la défense, mais aussi l'équité et la qualité de la procédure. Bien qu'une réforme formelle puisse s'avérer complexe, un

consensus s'est dégagé sur le fait que des mesures pratiques et progressives — notamment par le biais de la concertation, de la documentation et de l'élaboration de lignes directrices — peuvent permettre d'amorcer la résolution de ces problèmes, dans la perspective d'un objectif ultime : la prolongation des délais.

8. Les participants ont convenu : d'élaborer un document de travail pour recenser les enjeux fondamentaux et les solutions envisageables ; d'explorer les voies de dialogue avec les parties prenantes et les décideurs concernés ; et de mettre en place un processus de collaboration à long terme, tout en reconnaissant qu'il s'agira inévitablement d'une initiative s'inscrivant dans la durée et comportant plusieurs étapes.

9. Les participants se sont accordés pour espérer que la prochaine équipe du LAC poursuivra la coordination convenue de l'élaboration d'un questionnaire destiné aux membres actuels et anciens des équipes de la défense — visant à recueillir des informations sur l'incidence des problèmes liés aux délais actuels ainsi que sur les propositions et pistes de réforme possibles — et qu'elle collaborera avec l'OPCD. Ce dernier a accepté de servir de dépositaire pour les projets de questions et de constituer un centre de connaissances sur la question, afin de garantir la continuité du projet, notamment lors du renouvellement du mandat et de la composition du comité.

10. Le LAC exprime sa reconnaissance pour l'engagement constructif et les contributions de tous les participants susmentionnés et souhaite à la prochaine équipe du LAC plein succès dans la poursuite de cette initiative.

Date : 20 Septembre 2026

Rapport du Comité de Formation

Activity Report – February to September 2026

Introduction

During the first semester of 2026, the ICCBA Training Committee continued its commitment to strengthening the skills and professional development of counsel practising before the International Criminal Court. Through webinars, expert panels and practical training sessions, the Committee provided opportunities for members to engage with judges, counsel, academics and other practitioners on issues directly affecting international criminal practice. The activities were organised in both English and French whenever possible, reflecting the bilingual working environment of the Court.

At the beginning of its mandate, the Training Committee conducted a survey among ICCBA members to identify their training needs and the topics they wished to see addressed during the year. The survey was circulated to all ICCBA members. Based on the responses received, a list of priority training topics was established and used by the Committee as a reference in developing its training programme. A full copy of the survey results is annexed to this report. While the Committee was able to address several of the topics identified through the survey developed in the current report, it was not possible, within the available timeframe, to organise training sessions on all the subjects requested by members. The remaining topics are therefore also annexed to this report and may provide a useful starting point for the incoming Training Committee members when planning its future activities.

February 2026 – Webinar: Building a Case Strategy Before the ICC

In February 2026, the Committee organised a bilingual webinar on case strategy featuring Catherine Mabile, Lead Defence Counsel, and Simon Laws KC, Lead Counsel for Victims. They discussed developing a theory of the case, conducting field missions, meeting clients, victims and witnesses, collecting and assessing evidence, selecting experts and investigators, assembling multidisciplinary teams, maintaining communication with clients and adapting litigation strategy throughout proceedings.

21 April 2026 – Practising International Criminal Law Under Pressure

The Committee partnered with the Office of Public Counsel for the Defence (OPCD) and IILAT to organise a panel entitled 'Practising International Criminal Law Under Pressure'. The discussion explored the threats, risks and pressures faced by counsel practising before international courts and tribunals and how to address them. It also highlighted developments aimed at strengthening protections for lawyers, such as the recent Council of Europe Convention for the Protection of the Profession of Lawyer (Luxembourg Convention). The event aimed to bring together counsel and staff practising at international criminal tribunals, judges and the diplomatic community.

1 May 2026 – Panel on Judicial Independence

A high-level panel on Judicial Independence brought together H.E. Hugh Adsett, Ambassador of Canada to the Kingdom of the Netherlands, Judge Kimberly Prost, Judge Luz del Carmen Ibáñez Carranza, Judge Beti Hohler and the UN Special Rapporteur on the Independence of

Judges and Lawyers. The discussion examined the importance of judicial independence, current challenges, public confidence and the role of States and legal professionals in protecting judicial independence.

28 May 2026 – Artificial Intelligence and Ethics

In partnership with OPCD, the Committee organised a panel on the ethical use of Artificial Intelligence in international criminal practice featuring Sarah Codde. The discussion covered opportunities for AI, confidentiality, verification of AI outputs, bias, transparency, accountability, human oversight and equality of arms.

22 June 2026 – Rule 74 Practical Advocacy Training

The Committee organised a full-day practical Rule 74 training with Judge Nicolas Guillou, Judge Samba, Counsel Anta Guissé and Counsel Bafadhel. The programme combined judicial presentations with advocacy exercises and practical feedback on Rule 74 applications and courtroom practice.

17 July 2026 – Book Presentation: From Nuremberg to The Hague

To mark International Justice Day on 17 July 2026, the ICCBA Training Committee organised an online book presentation and discussion entitled 'From Nuremberg to The Hague: What Defence Counsel can Learn About Intent, Responsibility, and Psychiatric Evidence', based on Jack El-Hai's *The Nazi and the Psychiatrist: Hermann Göring, Dr. Douglas M. Kelley, and a Fatal Meeting of Minds at the End of WWII*. The event brought together author Jack El-Hai and international criminal defence counsel Jean-Pierre Jacques. The discussion examined the historical experience of psychiatrist Dr. Douglas M. Kelley with Hermann Göring and other Nuremberg defendants and its continuing relevance to international criminal practice, including criminal intent, individual responsibility, psychiatric and expert evidence, the rights of the accused, and the distinction between explaining conduct and justifying it. The event provided an opportunity to connect the legacy of Nuremberg with contemporary challenges of individual accountability, fair trials and effective defence before international criminal courts and tribunals.

Looking Ahead – September 2026

The Committee will continue its programme during the ICC List Counsel Seminar (22–24 September 2026) in collaboration with CSS. Planned sessions include:

Article 55 session will take the form of a debate combined with a role play involving a witness who may become a suspect. Different scenarios will be put to Prosecution and Defence counsel to discuss how duty counsel should react and advise the person concerned.

Enhancing Efficiency through AI Tools is Part II of the AI training. Part I, delivered by the ICCBA earlier this year, focused on the ethical use of AI. This second session brings together three AI experts to explore how these tools can be used responsibly to increase the efficiency of legal teams, including in investigative and case-related work. The panel will feature Sarah Codde, Jason Antley and Christophe Anglade on the responsible use of AI in international criminal practice.

The Disciplinary Board panel will discuss key provisions of the Code of Professional Conduct, including counsel's obligations, responsibilities and duties, and conduct that may constitute a violation. The second part will examine recent disciplinary jurisprudence, including the two cases in which decisions were appealed and decisions were subsequently issued by the Disciplinary Appeals Board.

The session on witness demeanour and memory will consider the assessment of credibility, different aspects of witness demeanour and what they may, or may not, indicate, as well as issues relating to memory. The panel will feature Dr Marc-Olivier Del Grosso.

The examination-in-chief and cross-examination session will be interactive and will introduce the factual case and advocacy principles that will then be used during the practical exercises on 24 September before ICC judges and counsel.

The victim representation session will focus on the practical work of legal representatives, both in the field and before the Court, including collecting, understanding and presenting the views and concerns of their clients.

The Committee is also exploring a special ICCBA event on the morning of 25 September 2026 immediately preceding the ICCBA General Assembly.

Acknowledgements

The ICCBA Training Committee are most grateful to all the contributors and speakers, including judges, external guest speakers, fellow practitioners and members of the ICCBA who have provided their time and expertise so enthusiastically and thus ensuring the success of the committee's training events. The Training Committee has also benefited from the steadfast support of the Court's leadership throughout its activities. The President of the Court and the Registrar generously contributed to a number of the Committee's events by delivering opening or closing remarks, underscoring the importance of continuous professional training for counsel and reaffirming the Court's commitment to constructive engagement with the legal profession. Their participation greatly enhanced the quality and visibility of the Committee's programme.

ICCBA Training Committee Survey Results

Rank	Preferred training topic	Selections	% of respondents*
1	Case-study/fact-pattern series covering the key stages of ICC case preparation and presentation	43	84.3%
2	Collecting evidence for the referral/transmission of a case to the ICC Prosecutor	38	74.5%
3	IHL refresher, with particular regard to recent developments in ICC jurisprudence	36	70.6%
4	Issues relating to the detention of accused persons during the pre-trial, trial and post-verdict phases	27	52.9%
5	Addressing cultural aspects and considerations when handling a case before the ICC	17	33.3%

Preferred topics for the case-study/fact-pattern training series

Rank	Proposed training topic	Selections	% of respondents*
1	Investigations: investigation planning, open-source and field investigations, witness proofing and statements, and avoiding inappropriate contact/interference	37	77.1%
2	Building case strategy	32	66.7%
3	Legal drafting at the ICC	31	64.6%
4	Appearance at the ICC: opening and closing submissions, examination of witnesses, motions and objections	29	60.4%
5	Introduction to ICC disclosure software and effective case-management tools	26	54.2%
6	Examination and cross-examination: handling expert evidence and expert witnesses	24	50.0%
7	Reparations	11	22.9%

Comité des amici curiae Rapport annuel 2025-2026

Association du Barreau près la Cour Pénale Internationale (ABCPI)

Comité des Amici Curiae

Rapport d'activité – Exercice 2025-2026

Membres du Comité :

- Franck Arnaud
- Aurélie Berthet, Présidente
- Giovanni Chiarini
- Idenyemih Stella Omiyi
- Ahmed Zuhair Bajalan

1. Cadre général et mandat du Comité

Le Comité des Amici Curiae, conformément à la Section XVI des Statuts de l'ABCPI et aux dispositions des articles 103 du Règlement de procédure et de preuve, 68(3) et 75(3) du Statut de Rome, est chargé (i) d'examiner et de répondre aux demandes du Président de la CPI ou d'une Chambre de la CPI pour la soumission d'un mémoire Amicus Curiae de l'ABCPI devant la CPI ; et (ii) d'examiner et de répondre aux demandes soumises au Conseil Exécutif de l'ABCPI par toute tierce partie, y compris, mais sans s'y limiter, les conseils de la CPI, les gouvernements, les ONG et les particuliers, pour la soumission de mémoires Amicus Curiae de l'ABCPI devant la CPI ou tout autre forum pertinent.

Le Comité tient par ailleurs un catalogue des demandes et observations soumises en vertu de l'article 103 et de l'article 75(3), ainsi que des analyses approfondies d'une sélection d'interventions Amicus Curiae devant la Cour.

2. Activités et réalisations

2.1. Mise à jour du catalogue des interventions Amici Curiae

Le Comité a engagé, au cours de l'exercice 2025-2026, des travaux de mise à jour du catalogue des demandes et observations soumises au titre des articles 103 et 75(3). Ces travaux restent à ce jour inachevés et seront finalisés prochainement.

2.2. Demande relative à un mémoire devant un autre forum

Le Comité a été saisi, au titre du second volet de son mandat, d'une demande portant sur la soumission éventuelle d'un mémoire d'Amicus Curiae de l'ABCPI devant une juridiction autre que la CPI, nationale ou internationale. Le sollicitant a exposé sa demande à la fois au Conseil Exécutif et au Comité des Amici Curiae. À la suite de cet exposé, et à ce stade, le Conseil Exécutif n'a pas chargé le Comité de la préparation du mémoire sollicité.

2.3. Absence de demande devant la CPI

Contrairement à l'exercice précédent, au cours duquel le Comité avait traité une demande d'autorisation de présenter des observations en vertu de la règle 103, le Comité n'a soumis ni

n'a été saisi d'aucune demande de préparation ou de coordination de mémoire Amicus Curiae devant la CPI au cours de l'exercice 2025-2026.

2.4. Difficultés organisationnelles et contraintes pratiques

Le Comité a de nouveau été confronté à des difficultés d'ordre organisationnel au cours de l'exercice 2025-2026, liées notamment à l'éloignement géographique de ses membres. Les membres du Comité étant situés dans des fuseaux horaires différents, il s'est révélé difficile d'organiser des réunions plénières efficaces permettant la participation de l'ensemble des membres.

3. Bilan critique et recommandations

3.1. Bilan de l'exercice 2025-2026

L'exercice 2025-2026 reste marqué par :

- l'absence de mémoire Amicus Curiae soumis devant la CPI ;
- l'examen, dans le cadre du mandat du Comité, d'une demande relative à un mémoire devant un autre forum, à laquelle le Conseil Exécutif n'a pas donné suite à ce stade ;
- la poursuite de travaux de mise à jour du catalogue, qui restent à finaliser ;
- des difficultés persistantes liées à l'éloignement géographique et aux différents fuseaux horaires des membres du Comité.

3.2. Recommandations pour l'exercice 2026-2027

À la lumière de ce bilan, le Comité formule les recommandations suivantes :

- Finaliser la mise à jour du catalogue engagée au cours de l'exercice 2025-2026 ;
- Envisager des modalités de réunion tenant compte des différents fuseaux horaires des membres (par exemple, alternance des horaires de réunion ou recours accru aux échanges asynchrones), afin de faciliter une participation plus large et plus régulière des membres du Comité ;
- Poursuivre la réflexion sur l'essence et la visibilité du Comité, afin de mieux répondre aux besoins de la CPI et de l'ABCPI.

4. Conclusion

L'exercice 2025-2026 a été marqué par l'absence de mémoire Amicus Curiae soumis devant la CPI, ainsi que par des difficultés organisationnelles liées à l'éloignement géographique des membres du Comité. Le Comité a néanmoins poursuivi ses travaux, notamment la mise à jour du catalogue et l'examen d'une demande relative à un mémoire devant un autre forum. Nous restons pleinement engagés à renforcer notre contribution à la justice pénale internationale et à faire de notre Comité un acteur incontournable dans l'analyse des questions juridiques complexes.

Bien confraternellement,

Aurélie Berthet, Présidente
Comité des Amici Curiae

Paris, le 20 septembre 2026

Duty of Care Working Group Report 2025-2026

The Working Group, composed of Haydee Dijkstal, Abigail Bridgman, Fiona McKay, Evelyne Komerwa Ombeni and Caroline Walter is pleased to share this status update to the ICCBA membership.

The working group was created in May 2024 with a mandate to identify gaps in the current court framework with regard to the support offered to defence and victims' representatives, particularly in field missions.

The working group has done outreach to teams and individuals to ensure a diversity in the responses. We have received 6 responses in total from victims and defence teams and in both English and French. We are grateful to those who thoughtfully engaged with the questionnaire.

The working group is now studying these carefully with a view to preparing a report and recommendations. We welcome continued engagement on this and will be sharing more on next steps soon.

ICC Bar Association Ecocide Working Group
Briefing Paper for the
ICC Bar Association General Assembly (25 September 2026)

To: ICC Bar Association Executive Council:

Philippe LaRochelle – *President*; Natalie von Wistinghausen – *Vice President for Victims*;
Anta Guissé – *Vice President for Defence*; Haneen Ghali – *Vice President for Support Staff*;
Gregory Townsend – *Secretary*; Audrey Mateo – *Treasurer*; Paul Bradfield – *Member*;
Michael Herz – *Member*; Marie-Hélène Proulx – *Member*.

Through: Dominic Kennedy – *ICC Bar Association Executive Director*

From: ICC Bar Association Ecocide Working Group (EWG):

Regina Weiss - *Chair*; Javier Ruiz; Drazen Plavec; Juan Carlos Manríquez; Kimberly Motley
- *Members*.

Date: 21 September 2026

Re: Paper on Ecocide for presentation at the ICCBA General Assembly (25 September 2026)

1. Executive Summary

- 1.1 The EWG was formed in February 2024 and hereby presents its third annual briefing paper to the ICCBA Presidency and Executive. The purpose of this paper is to update the Presidency and Executive on the global progression of the crime of ecocide and its relevance to the ICC.
- 1.2 As noted in the 2024 paper, ICC Member States Vanuatu, Fiji and Samoa formally introduced the crime of ecocide for consideration by ICC State Parties to the UN Secretary-General and the Working Group on Amendments of the Assembly of States Parties on 9 September 2024. Two years have passed since that date, which triggered global discussions on the prospect of adopting ecocide as the fifth most serious crime of international concern for humanity.
- 1.3 The progression of ecocide being included as a fifth crime is without doubt being stymied by the consistent and deplorable attacks on the institution as a whole and individuals who work in it. **The EWG condemns in the strongest of terms the sanctions imposed on judges and prosecution staff by the United States of America.** It further condemns the rhetoric threatening the future existence of the ICC and urges all State Parties to reiterate their unwavering support of the institution and its staff. The EWG notes and endorses the ICCBA condemnation of further US sanctions against the President of the ICC and a Senior Trial Lawyer dated 20 August 2026.

2. Work of the ICCBA EWG in 25/26

- 2.1 The EWG members originate from Argentina, Australia, Chile, Croatia and the United States and thus met regularly online. Since its formation, the EWG has met in The Hague for its annual in-person sessions. Due to personal commitments of its members, the EWG were not in a position to do so in 2026, however aim to reconvene

in June 2027 for 2-3 days, with the intention of inviting academics, practitioners and experts to engage with the group, as it did in 2024 and 2025.

3. Progression of ecocide as a crime globally, 25/26

- 3.1 On 10 September 2026, the Croatian Government formally approved amendments to the Croatian Penal Code to include the offence of ecocide, which has been referred to the Croatian parliament for consideration. The Croatian Minister of Justice confirmed that the forthcoming amendments will introduce a new offence of “particularly serious environmental protection violations”, with proposed penalties including up to 10 years’ imprisonment and the possibility of long-term or life imprisonment in the most serious cases.
- 3.2 In February 2026, the Scottish Parliament voted to advance the *Ecocide (Scotland) Bill*, although it did not progress with the dissolution of the Scottish Parliament in April 2026. In April 2026, Mauritius introduced the crime of ecocide in its domestic legislation, with penalties including fines and up to 10 years’ imprisonment. The definition of ecocide is akin to that initially proposed for introduction in the Rome Statute: “*an unlawful or wanton act committed with knowledge that there is a substantial likelihood of severe and either widespread or long-term environmental damage.*” Other States to introduce bills in the last 12 months include India, Sweden and the Philippines.
- 3.3 The new Belgian Penal Code, in force from 1 September 2026, reflects explicit recognition of ecocide, with significant penalties for individuals.
- 3.4 Ecocide and environmental crimes have also been highlighted in the context of ongoing conflicts, with Iran’s Vice President and Foreign Minister describing strikes on oil storage facilities and fuel depots in Tehran as ‘ecocide’ with focus on the serious and long-term impacts on public health. In Lebanon, the government commissioned a report focusing on the destruction to forests, agricultural lands, marine ecosystems, water resources and atmospheric quality resulting from military activity in 2023 and 2024, and which described harm to the environment as ‘ecocide’.
- 3.5 The *Council of Europe Convention on the Protection of the Environment through Criminal Law* (CETS No. 228) (**CoE Convention**)¹ was adopted by the Committee of Ministers on 14 May 2025 and opened for signature on 3 December 2025, becoming the first international legally binding instrument dedicated specifically to environmental crime. It covers a wide range of offences including pollution, waste, hazardous substances, natural resources and biodiversity. There is also a separate category of “particularly serious offences” for intentional acts causing irreversible or long-lasting, widespread and substantial damage to ecosystems, habitats, or the quality of air, soil or water — language widely described as covering conduct “tantamount to ecocide.” The preamble explicitly references the concept of ecocide

¹ Available at: <https://www.coe.int/en/web/reykjavik-process-and-the-environment/protection-of-the-environment-through-criminal-law>

and also addresses corporate liability, restorative measures, protection of whistle-blowers, and international cooperation.

- 3.6 The Convention will enter into force once it is ratified by 10 States, including at least eight by Council of Europe member States. To date, Portugal, the Republic of Moldova, Sweden, Luxemburg, Montenegro, Latvia and Cyprus have becoming signatories, in addition to the European Union.
- 3.7 European developments supply concrete domestic and regional practice that can strengthen complementarity arguments and demonstrate that State Parties (and neighbouring jurisdictions) are already moving to criminalise the most severe forms of environmental destruction. They also create a practical baseline with which any future Rome Statute ecocide provision could usefully align. The EU's own signature of the CoE Convention and the May 2026 transposition deadline for the Directive make 2026 a pivotal implementation year in this regard.
- 3.8 Since its proposal as a fifth crime in the Rome Statute, the term 'ecocide' has become increasingly utilised in describing criminal acts which cause widespread harm to the environment. Despite the complex hurdles facing international criminal law globally, including the blatant disregard for rules of international law, normalising the term 'ecocide' as demonstrated by States domestically is indicative of a global acceptance that it is indeed a crime of the most serious order. This provides a glimmer of hope at a time where the rule of international law is actively being denigrated by world leaders.

4. Recent developments in international environmental cases and the impact on ecocide discussions

Overview

- 4.1 Between early 2024 and the end of 2025, international courts, regional human-rights tribunals and domestic judges handed down an unusually dense cluster of rulings on climate change and environmental harm. None of these cases decided "ecocide" as a legal question — the term has no binding definition in any court's jurisdiction yet — but they are indicative of the fact that international law is converging on the idea that severe environmental destruction deserves the same seriousness of legal response as the crimes already recognised at the ICC.
- 4.2 This section reviews the key cases and rulings in four groups — international courts and tribunals, regional human-rights courts, domestic and cross-border corporate litigation, and the international criminal law track.

International Courts and advisory opinions

- 4.3 Three advisory opinions issued in 2024 and 2025 form the backbone of current legal debate *vis-à-vis* environmental crimes, because each was requested specifically to clarify what international law already requires of states on climate and environmental

protection — questions that bear directly on how "seriously" environmental harm is treated in international law generally.

- **21 May 2024 — *International Tribunal for the Law of the Sea (ITLOS), advisory opinion on climate change***: Requested by the Commission of Small Island States on Climate Change and International Law (COSIS), the Tribunal unanimously held that greenhouse gas emissions constitute marine pollution under the UN Convention on the Law of the Sea, and that States have a binding obligation to take "all necessary measures" to prevent, reduce and control such pollution, applying a stringent standard of due diligence. This was the first international court to rule that existing treaty law already imposes hard climate obligations on states.
- **3 July 2025 — *Inter-American Court of Human Rights, advisory opinion on the climate emergency***: The Court held that the obligation to prevent severe and irreversible environmental harm has attained the status of a peremptory norm of international law (*jus cogens*) — a category reserved for the most fundamental prohibitions, such as those against genocide and slavery. This was the strongest judicial statement yet that large-scale environmental destruction sits at the top tier of international legal concern.
- **23 July 2025 — *International Court of Justice, advisory opinion on the Obligations of States in respect of Climate Change***:² Requested by the UN General Assembly after a campaign led by Pacific youth activists and championed diplomatically by Vanuatu (backed by more than 130 states), the ICJ confirmed that States owe binding, in places "*stringent*," due-diligence obligations to prevent significant harm to the climate system; that these obligations are owed *erga omnes* (to the international community as a whole, so any State may invoke another's responsibility); that a "*sufficiently direct and certain causal nexus*" can link specific emissions to specific harm; and that breaching states must make full reparation.

Regional Human Rights Courts

4.4 Regional courts moved in unison, but their rulings also exposed the jurisdictional limits of using human rights law, rather than criminal law, to address environmental harm.

- **22 March 2024 — *Inter-American Court of Human Rights, La Oroya v Peru***: Ruling on two decades of toxic contamination from a metal smelter in La Oroya, Peru, the Court found Peru responsible for violating residents' rights to a healthy environment, health, personal integrity and access to information, in the first

² See also ICCBA EWG briefing paper to the ICCBA GA dated 23 September 2025, at [4].

Inter-American Court judgment to directly recognise state responsibility for breach of the right to a healthy environment. It ordered wide-ranging reparations, including environmental remediation, medical care, and prosecution of those responsible — and, notably, directed the state to investigate and prosecute the individuals responsible for the harm, a criminal-accountability dimension advocates see as a small-scale precedent for the individual-liability logic behind ecocide law.

- **9 April 2024 — European Court of Human Rights, Verein KlimaSeniorinnen Schweiz v Switzerland:** In its first climate ruling, the Grand Chamber found that Switzerland's inadequate climate mitigation measures violated the right to respect for private and family life under Article 8 of the European Convention on Human Rights, and that the applicant association had standing to bring the case on behalf of its members. The judgment established that States Parties to the Convention have binding obligations to adopt and effectively implement climate mitigation measures.
- **9 April 2024 — European Court of Human Rights, Duarte Agostinho and Others v Portugal and 32 Other States:** Decided the same day, this case — brought by six Portuguese young people against 33 states over transboundary climate harm — was declared inadmissible. The Court held it lacked jurisdiction over states other than Portugal because the applicants were not under those states' jurisdiction in the Convention sense, and that domestic remedies in Portugal had not been exhausted. The ruling illustrated a structural limit of human rights litigation for diffuse, transboundary environmental harm: existing jurisdictional doctrine struggles to reach the states and actors most responsible when the harm crosses borders — precisely the gap that a universally applicable international crime of ecocide is designed to close.

Domestic and cross-border corporate litigation

4.5 A parallel track of corporate climate and environmental litigation tested how far domestic courts would go in holding companies liable — with mixed results that advocates say demonstrate both the promise and the limits of civil remedies.

- **12 November 2024 — The Hague Court of Appeal, Milieudefensie v Shell:** The appeals court overturned the 2021 District Court order requiring Shell to cut its group-wide CO₂ emissions by 45% by 2030, holding that a specific numerical target could not be judicially imposed on an individual company. However, the court affirmed that companies with a large carbon footprint bear an unwritten duty of care under Dutch law to help prevent dangerous climate change, and that protection from climate change is a human right giving rise to indirect corporate obligations. The ruling preserved the principle of corporate climate accountability while rejecting the specific remedy — a pattern advocates cite as evidence that

private civil law can establish duties but struggles to enforce them at the scale ecocide-level harm requires.

- **28 May 2025 — Higher Regional Court of Hamm (Germany), *Lliuya v RWE*:** In a case brought by a Peruvian farmer against German energy company RWE over glacial flood risk linked to its historic emissions, the court dismissed the claim on the facts (the specific flood risk to the claimant's property was found insufficiently proven) but, for the first time by a high court anywhere, held as a matter of law that a major greenhouse gas emitter can be held civilly liable for its proportional contribution to climate change harms occurring far from where it operates. Commentators have called this an "empty victory" for the plaintiff but a structural win for climate liability doctrine — establishing the legal principle for future claims even though this claim failed.
- **November 2025 — High Court of England and Wales, *Município de Mariana and Others v BHP Group* ([2025] EWHC 3001 (TCC)):** In what is described as the largest group litigation in English legal history — roughly 620,000 claimants seeking about £36 billion over the 2015 Fundão tailings dam collapse in Brazil, one of the worst environmental disasters in Brazilian history — the High Court held BHP's UK and Australian parent companies strictly liable as "polluters" under Brazilian environmental law, and separately liable in negligence for failing to remediate known risks. The ruling confirmed that parent companies can be held directly liable in their home jurisdiction for environmental catastrophes caused by foreign subsidiaries and joint ventures, a cross-border accountability model frequently invoked in ecocide advocacy as proof that mass ecological destruction can and should be litigated where the corporate decision-makers are based. A second phase to quantify damages is scheduled for late 2026, with final resolution not expected before 2028–2029 — underscoring, in advocates' telling, how slow and resource-intensive civil litigation is even when liability is established, compared to criminal prosecution.

International Criminal Law

4.6 Alongside civil and human rights litigation, 2025 saw the first prosecutorial-level move within the existing international criminal law framework.

- **4 December 2025 — ICC Office of the Prosecutor, *Policy on Addressing Environmental Damage Through the Rome Statute*:** Released at the 24th Assembly of States Parties in The Hague, this policy sets out, for the first time, a systematic framework for how environmental destruction can be prosecuted under the Rome Statute's four existing crimes — genocide, crimes against humanity, war crimes and the crime of aggression — without any amendment to the Statute. It addresses environmental harm connected to persecution, forcible transfer and starvation as a method of warfare, among other pathways, and

states that senior individuals responsible for decisions causing serious ecological harm, not corporations, can face liability. Stop Ecocide International called it *"a significant and welcome development"* that *"closes longstanding gaps in accountability"* and reinforces *"the wider legal trajectory toward recognising ecocide as a crime,"* while some commentators have noted the opposite reading is also possible: if existing crimes can absorb most environmental harm through prosecutorial policy alone, that could reduce the urgency some states feel to support a formal Rome Statute amendment adding ecocide as a fifth crime.

What this body of international case law means for the progression of Ecocide as a crime

4.7 Four threads run through how this jurisprudence impacts of the progression of ecocide as a globally recognised crime:

- **A rising legal ceiling.** Across very different bodies — a law-of-the-sea tribunal, two regional human-rights courts, and the world's highest court — the direction of progression of environmental crimes is aligned. From treating environmental protection as a matter of policy discretion to now defining it as a binding legal obligation shows significant progress and is indicative of a global movement which will simply not accept impunity for crimes against the environment. This rising legal ceiling makes ecocide's core claim — that the very worst environmental destruction belongs among international law's most serious wrongs — considerably easier to defend than it was even three years ago.
- **Documented gaps that criminal law is moving to fill.** Duarte Agostinho's dismissal on jurisdictional grounds, Milieudefensie's partially overturned remedy, and Lliuya's loss on the facts despite winning the legal principle all illustrate structural limits of human rights and civil litigation: narrow jurisdiction, difficulty fashioning enforceable remedies against individual companies, and demanding evidentiary burdens on causation. Transboundary harm, diffusing corporate responsibility and slow multi-year timelines seen in the BHP/Mariana litigation justify the need for a universal criminal offence of ecocide in the Rome Statute. This will enable the ability to prosecute the crime of ecocide regardless of where the harm or the responsible actors are located and will work alongside civil and human rights remedies.
- **Convergence without consolidation.** None of the above rulings are binding on, or formally linked to, any of the others: ITLOS speaks only to the law of the sea, the ECtHR and IACtHR bind only their own regional systems, and the ICJ opinion is advisory. That is, they exist in silos. The resulting body of law remains fragmented and non-binding across jurisdictions, which is itself part of the

argument for a single, universally applicable Rome Statute crime rather than relying on a patchwork of regional and domestic rulings.

- **A live debate about whether criminalisation is still necessary.** The ICC Prosecutor's December 2025 policy is the clearest illustration of the tension between a fifth crime of ecocide or utilising the current Rome Statute framework: it shows environmental harm can be prosecuted today, under existing crimes, without waiting for a Rome Statute amendment — which strengthens accountability in the short term but confines the prosecution of environmental crimes to the context of conflict and war.³ For noting, environmental crimes are yet to be charged or prosecuted before the ICC.

Judicial and prosecutorial developments | 2026

4.8 The first half of 2026 moved the international criminal law track from policy statements toward a live, state-level test case, while the corporate-liability track produced a reminder of how long enforcement takes even after a liability finding.

- **23 January 2026 — Ukraine's environmental-damage database:** Ukraine's government completed a database documenting 10,668 environmental crimes committed during the Russian invasion, valuing the damage at approximately £108 billion. The database is intended as the evidentiary foundation for both domestic prosecution and international claims.
- **3 March 2026 — Ukraine's multi-track ecocide campaign against Russia:** Ukraine confirmed it was pursuing accountability for wartime environmental destruction through three parallel channels: domestic courts prosecuting the June 2023 Kakhovka Dam destruction as both a war crime and ecocide under Ukraine's own criminal code (one of the few national codes to already include the offence); the new International Claims Commission for Ukraine, agreed at a December 2025 Council of Europe and Netherlands conference attended by 52 states and the EU and pending ratification during 2026, which is expected to address war-related ecological damage; and continued diplomatic advocacy for adding ecocide to the Rome Statute. Observers described this as the most concrete real-world attempt yet to use "ecocide" as an operative legal charge and compensation basis against a state, rather than only as an advocacy term, though commentators also noted the significant evidentiary and jurisdictional obstacles to proving ecocide against a non-cooperating state under any existing framework.
- **16 March 2026 — England and Wales Court of Appeal, *Município de Mariana v BHP*:** In a procedural ruling arising from the same litigation above, the Court of Appeal found in BHP's favour on a dispute over whether the company's parallel filings in Brazil's Supreme Court — seeking to challenge the municipalities'

³ See further ICCBA EWG briefing paper to the ICCBA GA, 23 September 2025 at [6].

standing to sue in England — amounted to criminal contempt of the English court. The Court of Appeal held that invoking a foreign court in good faith, under that court's own procedural rules, will "only exceptionally" amount to contempt, and that comity between national courts weighs against treating such filings as improper even when their timing is strategic. The ruling does not disturb the November 2025 finding that BHP is liable for the Fundão dam collapse, but it illustrates how much procedural litigation can follow even after liability is established — the case's damages phase is not scheduled until late 2026, with final resolution not expected before 2028–2029.

- 4.9 Read together, these two threads pull in different directions on the question of urgency. Ukraine's case shows real-world demand for exactly the kind of universal, state-level ecocide liability that Rome Statute lawyers have been arguing for in the abstract since 2024–2025. The BHP procedural ruling shows that even the strongest existing civil-liability precedent to date remains, years after the underlying disaster, tied up in litigation about litigation — reinforcing the argument that criminal accountability mechanisms, where available, could resolve responsibility for mass environmental harm considerably faster than civil claims.

Summation

- 4.10 Taken together, cross-jurisdictional case law since the 24/25 EWG GA briefing paper did not create a crime of ecocide, and no international court has yet decided a case that turns on the term. What it did was substantially bolster the legal record which ecocide advocates draw on: binding due-diligence obligations (ITLOS, ICJ), a *jus cogens* prohibition on severe environmental harm (IACtHR), recognised human-rights dimensions of environmental protection (*KlimaSeniorinnen*, *La Oroya*), documented limits of existing remedies (*Duarte Agostinho*, *Milieudefensie*, *Lliuya*), a precedent for cross-border corporate liability (*BHP/Mariana*), a prosecutorial roadmap for environmental harm within the ICC's current jurisdiction (the OTP policy), and, as of early 2026, an actual state-versus-state attempt to invoke ecocide as an operative charge and claims basis (*Ukraine v Russia*). Whether this accumulation translates into the two-thirds majority needed to add Ecocide as a fifth crime to the Rome Statute remains, in 2027, an open political question rather than a legal one.

5. Next steps:

- 5.1 The EWG resolves to continue its work in advising the ICCBA Presidency and Executive for the 2026/2027 period if the Executive so sees fit. It will continue to engage with experts in environmental and international law when doing so. As noted above, it is intended that an in-person meeting will take place in The Hague in around June 2027 for those members who can attend.
- 5.2 The EWG remains of the view, as it did in its 2024 and 2025 briefing paper, that ecocide is a crime of the most serious concern to humanity and bringing to justice individual perpetrators of ecocide is crucial to ensure global environmental protection and sustainability for generations to come.
- 5.3 The EWG is pleased to contribute to the conversation which will assist in preserving the earth's precious and fragile environment.

SOURCES

- Center for International Environmental Law — "Historic Climate Opinion: States Must Protect Oceans from Greenhouse Gas Emissions" (ITLOS) — <https://www.ciel.org/news/historic-climate-opinion-states-must-protect-oceans-from-greenhouse-gas-emissions/>
- Columbia Climate Law Blog — "More than a Sink: The ITLOS Advisory Opinion on Climate Change and State Responsibility" — <https://blogs.law.columbia.edu/climatechange/2024/06/07/more-than-a-sink-the-itlos-advisory-opinion-on-climate-change-and-state-responsibility/>
- AIDA Americas — "Inter-American Court Ruling on La Oroya Case Sets Key Precedent for the Protection of a Healthy Environment" — <https://aida-americas.org/en/press/inter-american-court-ruling-la-oroya-case-sets-key-precedent-protection-healthy-environment>
- Opinio Juris — "The Right to a Healthy Environment in La Oroya v. Peru: A Landmark Judgement of the IACtHR" — <https://opiniojuris.org/2024/05/25/the-right-to-a-healthy-environment-in-la-oroya-v-peru-a-landmark-judgement-of-the-iacthr/>
- Global Litigation News (Baker McKenzie) — "Verein KlimaSeniorinnen Schweiz and Others v. Switzerland" — <https://globallitigationnews.bakermckenzie.com/2024/04/17/verein-klimaseniorinnen-schweiz-and-others-v-switzerland-european-court-of-human-rights-identifies-shortfalls-in-swiss-climate-mitigation-measures-and-access-to-justice/>
- Verfassungsblog — "On the Duarte Agostinho Decision" — <https://verfassungsblog.de/on-the-duarte-agostinho-decision/>
- Mayer Brown — "Milieudefensie v Shell: Dutch appeals court overturns ruling that Shell must reduce its CO2 emissions by 45%" — <https://www.mayerbrown.com/en/insights/publications/2024/11/milieudefensie-v-shell-dutch-appeals-court-overturns-ruling-that-shell-must-reduce-its-co2-emissions-by-45-percent>
- Verfassungsblog — "Lessons of a Landmark Lost: The Judgment of the Hague Court of Appeal in Shell v Milieudefensie" — <https://verfassungsblog.de/shell-milieudefensie-climate-litigation/>
- Germanwatch — "Groundbreaking climate ruling against RWE" (Lliuya v RWE) — <https://www.germanwatch.org/en/groundbreaking-climate-ruling-against-rwe>
- Columbia Climate Law Blog — "What Lliuya v. RWE Means for Climate Change Loss and Damage Claims" — <https://blogs.law.columbia.edu/climatechange/2025/06/19/what-lliuya-v-rwe-means-for-climate-change-loss-and-damage-claims/>
- Law Gazette — "BHP 'strictly liable' for pollution caused by Brazil dam collapse, High Court in London finds" — <https://www.lawgazette.co.uk/news/bhp-strictly-liable-for-brazil-dam-collapse-pollution/5125109.article>
- Serle Court — "Município de Mariana v BHP [2025] EWHC 3001 (TCC)" — <https://www.serlecourt.co.uk/news/article/municipio-de-mariana-v-bhp-2025-ewhc-3001-tcc>

- EJIL:Talk! — "State Responsibility in the ICJ's Advisory Opinion on Climate Change" — <https://www.ejiltalk.org/state-responsibility-in-the-icjs-advisory-opinion-on-climate-change/>
- Stop Ecocide International — "International Court of Justice Sets Out States' Climate Obligations — Major Implications for Ecocide Law" — <https://www.stopecocide.earth/bn-2025/international-court-of-justice-sets-out-states-climate-obligations-major-implications-for-ecocide-law>
- Stop Ecocide International — "Historic ICC Policy Puts Ecological Harm at the Centre of International Criminal Law" — <https://www.stopecocide.earth/bn-2025/historic-icc-policy-puts-ecological-harm-at-the-centre-of-international-criminal-law>
- International Criminal Court — "ICC Office of the Prosecutor launches Policy on Addressing Environmental Damage Through the Rome Statute" — <https://www.icc-cpi.int/news/icc-office-prosecutor-launches-policy-addressing-environmental-damage-through-rome-statute>
- Business & Human Rights Resource Centre — "ICC Office of the Prosecutor unveils policy on environmental damage in international crimes" — <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/icc-office-of-the-prosecutor-unveils-policy-on-environmental-damage-in-international-crimes/>
- CEOBS — "Has the ICC just advanced accountability for wartime environmental damage?" — <https://ceobs.org/has-the-icc-just-advanced-accountability-for-wartime-environmental-damage/>
- Opinio Juris — "From Policy to Practice: Operationalising Environmental Justice" — <https://opiniojuris.org/2026/01/09/from-policy-to-practice-operationalising-environmental-justice/>
- Byline Times — "Ukraine Launches Landmark Legal Action to Hold Russia Accountable for 'Ecocide'" — <https://bylinetimes.com/2026/03/03/ukraine-launches-landmark-legal-action-to-hold-russia-accountable-for-ecocide/>
- Justice Info — "Kakhovka Dam: Ukraine Pioneers Prosecution of Ecocide" — <https://www.justiceinfo.net/en/119148-kakhovka-dam-ukraine-pioneers-prosecution-ecocide.html>
- England and Wales Court of Appeal — *Município de Mariana v BHP*, CA-2025-001750 (approved judgment) — <https://www.judiciary.uk/wp-content/uploads/2026/03/CA-2025-001750-BHP-v-Mariana-Approved-Judgment.pdf>

ICCBA-ABCPi
Balance Sheet
As of 21 Sep, 2026

	Total
Assets	
Current Assets	
ABN-AMRO Current Account	22,543.95
Total for Current Assets	€22,543.95
Total for Assets	€22,543.95

ICCBA-ABCPi
Profit and Loss
27 September, 2025-21 September, 2026

	Total
Income	
Credit Interest	616.00
Membership Dues / Cotisations	58,904.38
Training Income	
Advocacy Training	1,025.46
Total for Training Income	€1,025.46
Total for Income	€60,545.84
Gross Profit	€60,545.84
Expenses	
Accounting Software	244.18
Advertising/Promotional	
Merchandise	186.00
Total for Advertising/Promotional	€186.00
Bank charges	462.67
Consultancy Services	60,000.00
Events	
10th Anniversary Event	499.40
ASP	1,769.85
General Assembly	241.22
Total for Events	€2,510.47
Office expenses	19.99
Website	60.86
Zoom Subscription	59.67
Total for Expenses	€63,543.84
Net Earnings	-€2,998.00

Provisional Budget 1 October 2026 - 30 September 2027					
Revenue				Expenditure	
Membership fees				Consultancy	
	Members	Fee			
Full Members	160	€295	€47.200	Executive Director	€60.000
Associate Members	55	€180	€9.900	Organization costs	
Affiliate Members	60	€100	€6.000	Accountancy Software	€250
Training			€1.100	Banking Costs	€500
				Email System	€300
				Office Costs	€100
				Video Telecommunications	€150
				Website	€300
				Events	
				General Assembly	€400
				ASP	€2.000
Total			€64.200	Total	€64.000